

ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES LES 22 ET 30 MARS 2015

La nouvelle donne des départementales 2015

Refonte des cantons, parité, compétences « nouvelles » en cours de discussion au sein des Assemblées... L'élection départementale qui se profile, dans quelques semaines seulement, ne manque pas de nouveautés et de zones d'ombre. Mais au sein de l'Agglo d'Orléans, l'un des éléments marquants consiste à faire une large place à de nouveaux élus potentiels. *Philippe Hadeff*

Il est difficile d'aborder cette élection départementale sans évoquer le redécoupage des cantons. Inutile de revenir sur ceux qui ont suscité toutes les critiques, comme le cisaillement de celui de La Source, rattachant une partie à Saint-Marceau et la seconde à La Ferté Saint-Aubin. Cette blessure n'est pas cicatrisée pour l'élu sortant de l'ancien canton, Michel Ricoud (PCF), mais la campagne bat son plein et cet élément n'est pas, loin s'en faut, au cœur des préoccupations des habitants. Jean-Pierre Sueur, sénateur PS, lui, se réjouit de cette refonte des territoires qui est aussi synonyme de parité. « Certains citoyens pesaient six fois plus que d'autres » argumente-t-il, faisant ainsi référence à la disproportion démographique qui était avérée dans le précédent découpage. En définissant des zones par le volume de population, sans se préoccuper plus que nécessaire des bassins de vie, en mélangeant, comme à La Source, zones rurales et urbaines, le principal bénéficiaire, pour Jean-Pierre Sueur, est « qu'une voix est égale à une voix ». Mais en constituant ces cantons de taille, et en les réduisant de moitié au niveau du département du Loiret, la réforme a également institué le « binôme », chaque canton bénéficiant de deux élus titulaires permettant, de fait, d'instituer une parité parfaite. Est-ce l'effet de ce changement de périmètre ? Est-ce sous l'impulsion de cette parité imposée ? Est-

**Jean-Pierre Sueur :
« désormais, une voix est
égale à une voix »**

ce simplement l'effet des générations ? Chacun de ces éléments jouent probablement un rôle dans ce qu'il faut appeler un large renouvellement des candidats, tant dans la majorité que dans les oppositions. Imaginez, par exemple, que pour les élus UMP-UDI, qui détenaient le « pouvoir » au sein de l'instance, seuls deux candidats sont sortants... Soit autant que les candidats se proposant à la reconduction chez leurs opposants PS-EELV.

Quel avenir pour les départements ?

Parité, renouvellement de génération... Voilà bien une élection qui sent bon le vent frais de la politique. Pourtant, il y a un élément qui fait tâche. Une part d'ombre imposée par les réformes et les débats : à six semaines de voter, on ne connaît pas encore le devenir des départements ! Certes, Manuel Valls a bien envoyé un message clair, condamnant cette collectivité territoriale à la disparition. Mais, pour ce qui est de ses compétences, fruit d'un travail de



Jean-Pierre Sueur, au premier rang des soutiens des candidats PS-PRG-EELV de l'Agglo.

redistribution entre la région et les intercommunalités, il est fort probable qu'on ne les connaîtra qu'au terme de ce scrutin. Reste que si, depuis de nombreuses années, cette élection ne mobilise pas les foules, c'est aussi parce que la complexité du « millefeuille » ne facilitait pas sa visibilité. Au point d'ailleurs que chaque département devait dépenser une fortune en communication pour expliquer aux habitants ce qu'étaient leurs fonctions ! Mais cette réforme intitulée NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République), il n'y a bien que les représentants locaux du Gouvernement qui veulent se la faire sienne. Jean-Pierre Sueur regrette néanmoins que Manuel Valls ait planifié la disparition des départements à l'horizon 2012 : « Il aurait mieux fait de ne pas le dire ». Mais il ajoute : « il faut des régions plus fortes ». Et quand on évoque le flou sur les compétences futures de ces départements, lesquelles animent les débats de la haute assemblée, le sénateur affirme que les politiques de solidarité et sociales seront tout au moins les piliers de son activité future. Et comme pour conforter cette vision, le benjamin des candidats de l'Agglo, Jérôme Bornet, affiche sa confiance : « Au 1^{er} avril, on sait ce que sont les compétences du conseil départemental ». « Et quand celles-ci seront transférées, on s'adaptera », ajoute le bouillant et remuant socialiste Philippe Rabier.

L'UDI : Un bug et des accords

Florent Montillot, responsable UDI pour le département, est plutôt satisfait. Concernant l'Agglo, le nouveau parti lancé par Jean-Louis Borloo il y a à peine deux ans a placé trois titulaires. Et sans le désistement de Christian Boutigny pour raisons médicales, un quatrième poste était envisagé.

Reste le canton de Saint-Jean-de-Braye, pour lequel une primaire est encore envisageable. « L'objectif était de nous rassembler. Patrice Alcanis (UDI) devait rejoindre Florence Du-long (UMP) ». Mais, au final, alors que l'UDI avait proposé plusieurs alternatives, c'est un duo 100 % UMP qui a été investi par le comité départemental du parti d'Éric Doligé.

« J'ai réuni le bureau départemental de l'UDI pour réaffirmer qu'un binôme UDI-UMP était nécessaire », ajoute Florent Montillot. Une lettre a donc été envoyée à Éric Doligé pour réaffirmer cette posture et légitimer notamment la candidature de Patrice Alcanis au regard de son implantation locale. Éric Doligé a donc encore quelques jours pour trancher et revenir sur la note du comité départemental UDI, qui s'était prononcé favorablement à 77 % pour le duo UMP. Si aucun accord n'est trouvé, la primaire à droite semble inévitable avec la candidature de Patrice Alcanis, associé à Laurence Picard. Affaire à suivre...

Les certitudes d'Éric Doligé

À l'occasion des 11^e rencontres des maires du Loiret, le sénateur UMP et président du conseil départemental a voulu conclure le débat sur l'avenir des collectivités par quelques certitudes. Il a tout d'abord affirmé, à la lumière des travaux du Sénat, que « les départements devraient conserver l'essentiel de leurs compétences » malgré la volonté du Gouvernement de modifier les équilibres pour renforcer les intercommunalités et les régions. Quant à la disparition des départements... « Leur nombre devrait être divisé par deux dans les prochaines années. La collaboration Loiret, Eure-et-Loir et Loir-et-Cher préfigure ce mouvement ».



Éric Doligé, en patron de l'UMP, prépare la relève et la confirmation d'un succès attendu de ses candidats.

Les Verts sont dans le fruit

Mais la contradiction arrive très vite et du camp même de cette coalition PS-PRG-EELV. « Nous, nous sommes pour la disparition des départements ! » : cette salve arrive comme un couperet en provenance de Jean-Philippe Grand, le conseiller régional et municipal orléanais EELV qui, lui, ne brigue pas de mandat au sein de cette collectivité. Jean-Sébastien Herpin (EELV) qui se présente, pour sa part, sur le canton de Saint-Jean-Le-Blanc, est toutefois sur la même ligne : « Ce n'est un secret pour personne, nous sommes des anti-Jacobins. Les départements datent de la Révolution française, ce sont des structures vieillissantes. Cette collectivité ne répond plus aux besoins des habitants ». Et pour que les choses soient bien claires, il ajoute : « On n'ira pas à l'enterrement si les départements venaient à disparaître ». Alors, pourquoi se présenter à un scrutin dont on espère la mort de l'institution que cette coalition brigue : « il y a

plusieurs compétences qui sont les siennes, qui nous tiennent à cœur », répond Jean-Sébastien Herpin. La solidarité tout d'abord, mais aussi une conviction : « la première entreprise de France, ce n'est pas l'artisanat, ce sont les associations ». Et fruit de cette certitude, le candidat Vert imagine déjà un changement de cap afin que le conseil départemental délaisse le soutien économique aux entreprises – compétences qui devraient revenir à la Région – pour se focaliser sur le pan de l'économie sociale et solidaire, pourvue en emplois « non-délocalisables ».

« Une carence de l'exécutif... C'est lamentable »

Pour d'autres raisons, l'UMP, par le biais de son secrétaire départemental, Stéphane Fautrat, l'affirme à ceux qui veulent bien tendre l'oreille : « On voit la carence de l'exécutif. Il a passé longtemps à faire ce redécoupage, mais il n'a pas été foutu de définir les compétences des conseils départementaux. C'est lamentable de faire des élections dans ces conditions ! » Le social ? « Le Département dépense déjà un million d'euros par jour pour ses politiques sociales. C'est près de 50 % de son budget annuel. Mais le Département, c'est aussi de nombreuses actions pour le milieu rural, qui a besoin de ce soutien ». Et Stéphane Fautrat d'ajouter, concernant la disparition programmée des départements : « cela n'a pas de sens ! ». Charles de Gevigney, nouveau secrétaire départemental FN après le départ amer du vieux soldat Bernard Chauvet, regrette lui aussi ce flou : « difficile de dire, à ce jour, que nous travaillerons pour tel projet ou tel autre. Il faut être conscient qu'à ce jour, la loi n'est pas sortie. Quelles seront les prérogatives du département qui seront transférées aux régions ? Nul ne le sait ». La politique s'invite donc déjà sur la forme avant de se focaliser sur le fond. Et entre EELV, qui milite pour la disparition des départements, l'UMP et le FN qui expriment leur défiance face à un scrutin où la compétence de gestion des candidats n'est pas définie, le PS et son ultime allié au Gouvernement, le PRG, se voient bien isolés. Mais entre l'isolement partisan et les alliances locales, il y a un pas que l'on n'hésite pas à franchir. Et faute d'être d'accord sur tout, on se contente d'être d'accord sur l'essentiel...

À qui profitera la mobilisation citoyenne espérée ?

Ces élections départementales sont aussi une première sur la forme. Habituellement Renouvelé partiellement, tout le territoire va devoir choisir ses représentants lors de ce scrutin. La refonte des cantons change aussi la donne. Si cette élection est habituellement boudée par les citoyens, impossible de connaître,

EELV : « les départements des structures vieillissant »

aujourd'hui, quelle sera l'ampleur de la mob ? D'autant que les attentats commis à Paris au mois de janvier joueront probablement. Quel sera leur impact ? Les habitants estiment qu'il y a une nécessité absolue de s'exprimer aux urnes après avoir battu le pavé dans une unité citoyenneté à l'aube de ces élections ? Ces questions ne trouveront de réponses qu'au 22 mars. Mais pour Jean-Pierre Sueur, PS et homme de poids de l'opposition sociale à l'Agglo (à l'inverse des élections municipales, le maire d'Orléans n'a pas traîné à se morceler des candidats...), il y a une vérité qui s'impose, quelle que soient les circonstances : « abstenons-nous, celui qui gagne, c'est celui qui parvient à liser son camp ».

Le Front de Gauche dans la course

Jusqu'à récemment, seul le sortant M Ricoud avait lancé sa campagne pour le Front de Gauche. Mais au terme d'une série de réunions de militants, de syndicalistes, de représentants du monde associatif, Ma Gallois, secrétaire départemental du Parti Communiste l'a affirmé : « nous serons dans tous les cantons ». Compte tenu de la nature de ce scrutin ne peut voir des binômes fusionner entre deux tours, cette nouvelle donne est de nature à mettre quelques cantons en position délicate. Ce sera le cas pour celui qui rassemble Saran, Ormes et Orléans-Bannier, où la implantation du Parti Communiste pose problème. Et pas question de compter sur la bonne volonté « généralisée » des candidats du Front de Gauche pour soutenir le Parti Communiste en liste au second tour dans cette campagne. « Tout dépendra des discussions entre partis, entre les candidats... » Le Front de Gauche espère donc bien peser et compter à être représenté à l'assemblée départementale pour représenter un ou plusieurs cantons de l'Agglo.

Le FN sera partout !

Charles de Gevigney, nouveau secrétaire départemental FN, est arrivé aux affaires au plus mauvais moment. Si le succès frontiste aux élections municipales, notamment à Orléans, aurait pu galvaniser les troupes à quelques mois du scrutin départemental, les quelques tensions qui sont apparues en leur sein n'ont en rien servi la dynamique locale et nationale. Et ce d'autant qu'avec ce mode d'élection, l'obligation de jouer la parité absolue en présentant dans chacun des cantons deux femmes et deux hommes (deux titulaires et deux suppléants),

n'est pas faite pour arranger ce parti en manque de présence féminine. « C'est un piège » estime ainsi le responsable du Loiret, mais « nous sommes au complet depuis trois jours » (information récoltée lundi – NDLR). Des noms émergent-ils déjà ? « Pas encore, il y a encore des ajustements possibles. Tous les candidats vont être réunis pour effectuer le lourd travail administratif qui est nécessaire ». À en croire Charles de Gevigney, aucun canton ne devrait être oublié et tous les candidats seront prêts pour que, dès le lundi 9 février, premier jour

de dépôt possible des candidatures en préférence, les actes administratifs soient au complet. Quant à la stratégie du FN, elle semble simple : « j'ai toujours vécu dans et grâce à la ruralité », explique Charles de Gevigney. Du coup, si a des élus au sein de l'assemblée, « nous travaillons tout en œuvre pour améliorer les services dans les cantons ruraux... En fonction, bien sûr, des prérogatives » qui seront celles des conseils départementaux après l'adoption de la loi N (lire par ailleurs).

ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES

Les favoris et les outsiders

Quels sont les cantons déjà acquis ? Quels sont les candidats qui ont tout à prouver durant cette élection départementale ? Nos réponses et nos pronostics à deux mois du scrutin.

Orléans 1

Sur des terres qui votent traditionnellement à droite, Jean-Pierre Gabelle (UDI) profitera de la prime au sortant, d'autant qu'il a été très présent sur le terrain. Même s'il est difficile d'appréhender ce que le FN et le Front de Gauche viendront grappiller aux deux autres partis, le duo Philippe Rabier/Sophie Lorenzi (PS) devra réussir un exploit pour renverser la tendance.

Orléans 2

Sur ce canton qui accueille une petite portion de La Source à l'occasion du redécoupage, bien difficile de faire un pronostic fiable. Michel Brard (PS) est particulièrement bien implanté sur ce territoire, et son binôme, Ghislaine Kounowski, peut jouer un rôle sur La Source.

En face, Nathalie Kerrien (UDI) pourra compter sur Jean-Paul Imbault (sans étiquette) pour tirer le duo vers le haut. Mais dans un secteur qui a connu une urbanisation forte, avec un brassage de population ces dernières années, difficile de se baser sur les dernières élections cantonales pour évaluer le rapport de force. La candidature de Tahar Ben Chaabane (sans étiquette), en revanche, ne devrait guère peser dans les équilibres.

Orléans 3

C'est à gauche qu'il faudra regarder avec attention. Patricia Flouest, mieux connue dans le canton que son jeune binôme Jérôme Bornet, devra mobiliser pour ne pas voir s'envoler le duo Front de Gauche, toujours pas désigné. C'est en outre dans ce secteur de l'Agglo qu'une triangulaire au second tour est la plus probable. Et, paradoxalement, c'est Alain Touchard et Muriel Chéradame (UMP) qui pourraient, dans cette configuration, tirer les marrons du feu.

Orléans 4

Le résultat de ce canton sera regardé à la loupe. Olivier Geffroy (UMP), un des hommes forts de la majorité municipale, va trouver sur sa route Baptiste Chapuis, un socialiste rompu à l'exercice difficile des campagnes de terrain. Estelle Touzin (EELV), la conseillère sortante, apportera sa touche verte au revanchard Baptiste Chapuis, qui joue peut-être sa carrière politique sur ce scrutin. Olivier Geffroy pourrait, lui, en cas de succès, se voir propulser plus haut encore dans la hiérarchie locale. Reste qu'à l'exception de Saint-Marc, très marqué à droite, le centre-ville comme l'Argonne offrira des munitions au duo PS-EELV, à condition de mobiliser.

Orléans La Source La Ferté

Quel sera le résultat des urnes dans ce canton qui mixe rural et urbain ? Le PS, relégué au troisième rang lors des municipales à La Source, devra cravacher pour ratisser large. La candidature de Michèle Bardot profitera de l'aura de Jean-Pierre Sueur, dont elle est une fidèle collaboratrice. Michel Ricoud (Front de Gauche) devra lui surtout espérer qu'un vent contestataire souffle avec force pour pouvoir se maintenir au second tour et faire valoir sa position de sortant. Mais, entre une présence FN qui peut compter – notamment pour couper l'herbe sous le pied de ceux qui érigent la défiance au Gouvernement comme un argument de campagne – et l'incertitude à La Ferté Saint-Aubin, qui a basculé à droite aux municipales, le duo Anne Durand-Gaborit (sans étiquette) et Christian Braux (UMP) n'est pas encore hors-jeu.

Saint-Jean-de-la-Ruelle

C'est sur ce canton que les socialistes devraient le plus facilement conserver la main. Si dans l'Agglo, plusieurs maires de droite ont été réélus dans un fauteuil, c'est aussi le cas des élus de gauche qui se sont présentés dans les communes composant majoritairement ce canton. Christophe Chaillou (PS), le conseiller départemental sortant, fait partie de ceux-là. Ces chances de succès sont réelles, mais il se peut probablement qu'à sa droite, comme à sa gauche, on soit en position de lui contester cette baronnie socialiste.

Olivet

Qui pourrait déstabiliser Hugues Saury sur sa commune ? Lui qui est déjà promis au poste de président du conseil départemental pour succéder à Éric Doligé ne devrait avoir aucun souci à franchir cette échéance. Ni Éric Botton ni Nathalie Willano (PS), ses deux adversaires désignés à ce jour – en attendant les désignations au Front de Gauche et au FN – ne sont en situation de l'ébranler sur ses terres.

Saint-Jean-le-Blanc

L'indécision prédomine sur ce canton. Certes le sortant Gérard Malbo (DVD) est bien implanté, mais il va devoir aussi faire avec le désistement de dernière minute de son binôme, Marie-Philippe Lubet – pour raison d'incompatibilité professionnelle – qui était censée lui apporter le soutien nécessaire des électeurs de la commune de Saint-Denis-en-Val. Dans l'attente de la reconstitution du duo, on peut compter sur

Jean-Sébastien Herpin (EELV) pour tenter de verdir une terre qui y est propice. Les jeux sont donc très ouverts.

Fleury-les-Aubrais

Sur ce territoire qui possède une tradition communiste bien implantée, la présence d'un binôme Front de Gauche ne facilitera pas la tâche du sortant, Michel Breffy (PS). Reste que la présence de Jean-Jacques Ratajski – homme d'un âge certain – dans le binôme UMP-UDI, ne devrait pas non plus servir de moteur à la dynamique impulsée par Marie-Agnès Linguet lors des municipales.

Saint-Jean-de-Braye

Sur ce canton, tout dépendra évidemment des ultimes tractations entre l'UMP et l'UDI pour éviter une primaire à droite. Une situation qui serait en revanche plus que confortable pour le sortant Thierry Soler (EELV) et son binôme Vanessa Baudat-Slimani, qui œuvrent sur une terre marquée à gauche avec de réelles chances de succès, quelle que soit la configuration.



Pour être élu

Pour être élu au premier tour du scrutin, un binôme doit recueillir à la fois la majorité absolue des suffrages exprimés (50% des suffrages exprimés plus une voix) et un nombre de suffrages égal au quart des électeurs inscrits. Si aucun des binômes ne l'emporte au premier tour, un second tour est organisé. Au second tour, sont autorisés à se présenter les binômes ayant obtenu au premier tour au moins 12,5% des voix des électeurs inscrits dans le canton. Si un seul binôme de candidats remplit cette condition, le binôme ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages après lui peut se maintenir au second tour. Si aucun binôme ne remplit cette condition, seuls les deux binômes arrivés en tête peuvent se maintenir au second tour (art. L. 210-1, alinéas 11 et 12).